Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes (Avril 2013 : N°12)

le 30/4/2013 19:40:00 (390 lectures)

« Rien ne symbolise mieux que la prison coloniale la lutte à mort qui se joue entre colon et colonisé. Si la prison est l'éventualité certaine du résistant, la résistance est aussi l'horizon du prisonnier. C'est ce qu'attestent les luttes menées au sein même des geôles sionistes. Les prisonniers sont les martyrs, mais non les victimes de la résistance. Ils en sont les acteurs. Lutter contre la détention administrative et les conditions carcérales, c'est aussi lutter pour que la résistance continue, c'est lutter pour que la société continue d'exister. Parce que le combat des prisonniers est toujours un combat politique, le statut de prisonnier constitue, par conséquent, un repère fondamental de l'identité nationale palestinienne. C'est pourquoi la libération inconditionnelle de tous les prisonniers, palestiniens et arabes, est une revendication centrale de la cause palestinienne.Cette chronique, produite par Rim al-Khatib, se veut être l'écho de cette lutte. Depuis début 2012, les prisonniers en détention administrative ont lancé un mouvement ininterrompu de grève de la faim. Actuellement Samer 'Issawi est en grève de la faim depuis plus de 5 mois (150 jours) »

.

« Nés libres, nous le resterons »

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes

Avril 2013 : N°12

Victoire éclatante du prisonnier résistant Samer Issawi, qui a mis fin à sa longue lutte de grève de la faim : 275 jours avec la menace, au cours des derniers jours, de refuser tous les supports le maintenant en vie. Samer Issawi a vaincu les oppresseurs et les bourreaux, en refusant tout bannissement. Dans 8 mois, Samer Issawi sera libéré des prisons de l'occupation, et retournera dans sa ville, al-Quds, et dans sa famille. Les pressions exercées par l'occupation sur le résistant Samer, notamment au cours des dernières semaines, furent insupportables, pour lui faire accepter des accords mitigés qui incluent son bannissement vers Gaza ou vers un pays européen. Samer a tenu bon et a refusé. Les mauvais traitements à son encontre, de la part des geôliers, du Shabak, et des médecins et infirmiers de l'occupation, ainsi que les mauvais traitements infligés aux membres de sa famille ne l'ont pas fait fléchir, ni lui ni sa famille. Samer Issawi a dû également affronter tous les esprits faibles, tous ceux qui ont douté de sa lutte et de la lutte des prisonniers, comme ils doutent de la lutte de leur peuple, comme il a fait face à tous les comploteurs qui souhaitaient qu'il cesse sa lutte et essayaient de trouver des issues sans gêner l'occupation. Samer Issawi a fait face aussi à tous les mensonges diffusés par la presse sioniste, porte-voix des services sécuritaires de l'occupation. La victoire de Samer Issawi est celle de la victoire de la volonté de résistance contre la voie des règlements.

Comme l'exprime si bien le mouvement du Jihad islamique, la fermeté de Samer Issawi renoue avec la fermeté inébranlable du peuple palestinien, elle exprime la volonté de lutte du peuple palestinien, qui refuse de plier et de se soumettre. La lutte du résistant Samer Issawi, cadre du FDLP, est une lutte exemplaire et indique la voie de la libération : ne pas fléchir, être prêt au martyre. Alors que les prisonniers n'ont pour seule arme que leur « ventre creux », ils parviennent à arracher leur liberté par leur persévérance, leur volonté, leur sacrifice, leur conscience politique, leur humanité, et par la solidarité de leur famille et de leur peuple. La lutte de Samer Issawi et sa victoire sont une école pour tous les peuples en lutte pour la liberté et la dignité. Par la lutte et la victoire de Samer Issawi, le peuple palestinien vient de prouver une nouvelle fois sa détermination à vaincre l'occupation et à vivre libre et digne.

De nombreux articles parus dans la presse arabe saluent la victoire du prisonnier Issawi et de sa famille et insistent sur l'efficacité de la lutte contre l'occupation et le sens de l'abnégation dont jouit le peuple palestinien. Ils soulignent par ailleurs que les sionistes ont reculé par crainte d'un nouveau soulèvement du peuple palestinien, en Cisjordanie notamment, alors que leur entité vit de plus en plus dans une instabilité stratégique et que l'AP est devenue incapable d'assurer « l'ordre sioniste » dans les territoires occupés. D'autres ont mis en avant la signification profonde de cette victoire sur l'occupant, d'autant plus que le peuple palestinien fut uni sur le terrain, comme il le fut lors de la lutte de sheikh Khodr Adnan, il y a plus d'un an. Les luttes menées par les prisonniers rassemblent le peuple palestinien, et autour de lui, les peuples arabes et les peuples libres.

I – Abolir la détention « administrative »

Le prisonnier Ayman Abu Daoud poursuit la grève illimité de la faim, pour protester contre son arrestation et sa condamnation dans les mêmes termes qu'avant sa libération, dans l'opération d'échange d'octobre 2011. Il avait été arrêté pour la première fois en 2004, et condamné à 36 ans de prison. Libéré dans le cadre de l'échange avec le soldat Shalit, il a été de nouveau arrêté le 13/2/2012. Les associations militantes qui ont développé la solidarité avec Samer Issawi, dont le cas est semblable, réclament une mobilisation populaire vaste et sérieuse de soutien au prisonnier Ayman Abu Daoud.

Le 28 avril, le prisonnier « administratif » Ayman Hamdane de la ville d'al-Khalil a décidé d'entamer une grève de la faim illimitée réclamant sa libération. Il a décidé de lutter contre la détention « administrative » juste après avoir reçu la décision de renouvellement pour 6 mois de sa détention.

Le prisonnier « administratif » Younes El-Hroub a suspendu la grève de la faim, après avoir reçu l'assurance qu'il serait libéré au mois de juillet prochain et que sa détention « administrative » ne serait pas renouvelée. Après 65 jours de grève de la faim, Younes El-Hroub dont l'état de santé s'était dramatiquement détérioré, a accepté la proposition de l'occupation, comme l'a affirmé sa famille. Younes El-Hroub, ancien prisonnier libéré (il avait été arrêté en 2002 et détenu pendant 6 ans et demi) et cadre du mouvement du Jihad islamique dans la région d'al-Khalil, fut arrêté en juillet 2012 et placé en détention « administrative » à cause de son activité militante dans la défense des prisonniers.

Ahmad Qatamech, écrivain, journaliste et militant, est placé en détention « administrative » depuis le mois d'avril 2011, sur ordre du Shabak, qui l'accuse d'appartenir au FPLP et de représenter un danger contre l'occupation. Amnesty International a décidé de réclamer sa libération, le considérant comme un « prisonnier d'opinion ».

Le doyen des détenus « administratifs » est Darrar Mohammad Abu Manchar, 34 ans, de la ville d'al-Khalil. Il est détenu sans aucune charge retenue contre lui par les forces de l'occupation depuis le 5 novembre 2010. Détenu dans la prison du Naqab, sa détention a été renouvelée 6 fois de suite, quelques jours avant la fin de la période fixée. Le renouvellement sans cesse de la détention « administrative » est en soi une forme de torture morale, pour le détenu et pour sa famille.

Au cours d'une journée d'étude sur la détention « administrative », des juristes ont considéré que les détenus administratifs sont des otages kidnappés dans leurs propres maisons, sans aucune charge contre eux. L'occupant doit libérer immédiatement et leur verser des compensations. Ils ont appelé à une large mobilisation pour abolir cette pratique inhumaine.

La pratique de la « détention administrative » est un crime perpétré par l'autorité coloniale sioniste contre le peuple palestinien. Il s'agit d'une arme terrible utilisée par l'occupant pour empêcher toute protestation et révolte et pour maintenir sa domination. Abolir cette forme de torture reste une priorité pour les Palestiniens et tous les peuples libres dans le monde.

Les prisonniers jordaniens détenus dans les prisons de l'occupation ont décidé d'entamer la grève illimitée de la faim à partir du 2 mai 2013 jusqu'à la satifaction de leurs revendications qui sont, entre autres : des visites régulières de leurs familles, formation d'un comité médical qui puisse suivre leur état de santé, visites pour les prisonniers arabes non jordaniens. Les prisonniers jordaniens avaient mené une grève de la faim en 2012, pendant 31 jours, sans rien obtenir que des promesses.

2 – Libérer les prisonniers malades

L'avocat de l'association palestinienne « Mandela », Buthayna Shaaban, tire la sonnette d'alarme : 15 prisonniers palestiniens, détenus dans la prison Ramleh, dans la section appelée « hôpital », risquent de tomber martyrs, si rien n'est fait pour les libérer. Elle a affirmé que les conditions de détention dans ce pseudo hôpital sont catastrophiques, et qu'ils ne reçoivent aucun soin approprié. « Les prisonniers se trouvent dans quatre pièces fermées, ils se déplacent à l'intérieur des pièces en chaises roulantes… Un infirmier y passe de temps à autre, notamment lorsqu'un prisonnier élève la voix ou crie. » Elle a également décrit l'état de santé du prisonnier Mansour Mawqidi, condamné à la perpétuité, qui nécessite une intervention chirurgicale urgente.

Le prisonnier Mu'tassem Raddad de Tulkarm est gravement malade depuis quatre ans. Deux fois de suite, les sionistes l'ont transféré à l'hôpital pour l'opérer, mais sans suite. Le club des prisonniers lance un cri d'alarme réclamant sa libération immédiate et accuse l'occupation de négliger les soins pour le laisser mourir.

Ameer et Muhammad Farid Ass'ad sont de Kfar Kanna, en Palestine occupée en 48. Arrêtés en 2011, et condamnés à 6 ans et demi de prison, les deux frères sont gravement malades, d'après le centre Ahrar de solidarité avec les prisonniers. Ameer est paralysé avant son arrestation et son état se dégrade, par manque de soins et Muhammad est gravement atteint à la jambe, mais les autorités de l'occupation refusent de le soigner.

3 – Mémoires

A l'occasion de la journée des prisonniers (17 avril), les femmes anciennement détenues dans les prisons sionistes ont raconté aux nouvelles générations leurs sacrifices et leurs luttes car l'histoire du mouvement national des prisonniers palestiniens et arabes dans les geôles de l'occupation reste une histoire à écrire, à raconter, à diffuser et à en tirer les leçons de bravoure, d'abnégation et d'espoir.

Fatmé Halabi, 62 ans, a été arrêté au début de 1971 : « je travaillais avec mon père Omar Halabi, qui faisait partie des forces populaires de la libération dans la bande de Gaza et au nord du Sinaï. J'ai été arrêtée près de l'hôpital des enfants et détenue dans la prison « as-Saraya ». Elle avait 16 ans. « Notre fermeté alimentait le courage des prisonniers. Nous entendions leurs cris, qui nous ébranlaient… Ils (les soldats sionistes) nous prenaient pour assister aux séances de torture, ils voulaient nous faire peur et nous arracher des aveux. Nous étions nous-mêmes torturées : nous devions porter sur nos têtes des chaises pendant des heures, ils plaçaient des sortes de chauffage près de jambes, ils nous brûlaient avec des cigarettes (je porte encore les traces de brûlures). Fatmé a été condamnée à 20 ans de prison, alors qu'elle n'avait rien avoué. Elle fut détenue pendant 14 ans. Elle se rappelle les séances de torture et spécialement lorsqu'un enfant de 14 ans, de la famille al-Ghoul, fut torturé devant elle.

4 – Arrestations et condamnations

Les forces de l'occupation ont arrêté trois jeunes Palestiniens dans la ville d'al-Quds dont Raed Abu Mayale et Yazan Derbas, qui se trouvaient dans la tente de solidarité avec le prisonnier Samer Issawi. La tente de solidarité a été démolie pour la trentième fois.Même si les médias refusent sciemment de couvrir la situation dans la ville d'al-Quds, les maqdisis poursuivent les protestations et les rassemblements : en solidarité avec Samer Issawi et les prisonniers en lutte, en défense de la mosquée al-Aqsa, contre les démolitions de maisons et pour stopper la judaïsation rampante de la ville. Tous les jours, les forces de l'occupation arrêtent des jeunes et des enfants, qui affrontent les soldats et les colons.

Mahmoud Zahran, 34 ans, du mouvement Fateh, est le nouvel héros palestinien qui a osé affronter les soldats de l'occupation dans la prison de Ascalan. Condamné à 18 ans de détention, Mahmoud Zahran a frappé un officier sioniste, il y a quelques jours, lors d'une fouille provocatrice menée par les forces sécuritaires dans les cellules. L'officier fut blessé. Plus de dix colons armés se sont jetés sur Mahmoud Zahran, qui gît à présent à l'hôpital. Le tribunal de l'occupant vient de l'accuser de « tentative d'assassinat ».Sheikh Khodr Adnan avait appelé à manifester dans Ramallah en soutien au prisonnier Mahmoud Zahran.

Assassinat d'un prisonnier libéré : l'Etat de l'occupation a tiré de sang-froid sur le prisonnier libéré et banni en Jordanie, Saleh Jahhalin, 54 ans, qui essayait de revenir au pays en traversant la Mer morte. Le martyr Saleh Jahhalin est originaire d'al-Khodr, où il a été enterré, après un cortège funèbre militaire solennel. Saleh Jahhalin fut l'un des membres les plus actifs des « Martyrs d'al-Aqsa » (Fateh) pour faire passer les armes en Palestine.

L'Etat de l'occupation a arrêté Mahmoud Abu Hash-hash à Doura, province d'al-Khalil, pour la troisième fois. Mahmoud Abu Hash-hash est un cadre du Jihad islamique, et militant actif dans le soutien aux prisonniers et à leur lutte. Il a participé, aux côtés de Thaer Halahla, arrêté lui aussi, à tous les rassemblements de soutien à la lutte des prisonniers.

5 – Solidarité

Dans la ville d'al-Quds et ailleurs en Cisjordanie occupée, les militants poursuivent leur mobilisation pour soutenir les prisonniers en lutte, mettre fin à la détention administrative et libérer les prisonniers malades. De son côté, l'association palestinienne Addameer poursuit sa campagne pour l'abolition de la détention administrative. Elle a mis en place un site d'information sur cette forme barbare de détention pratiquée par l'occupant :http://stopadcampaign.com/.

Au moment où les Palestiniens poursuivent leur mobilisation en soutien aux prisonniers en lutte, et réclament la libération des prisonniers gravement malades, des parlementaires européens sont arrivés à Ramallah pour participer au congrès de solidarité avec les prisonniers organisé par le comité de soutien à Marwan Barghouty, le prisonnier dirigeant du Fateh, parlementaire condamné à la perpétuité. Les parlementaires socio-démocrates européens ont réclamé la libération des « prisonniers politiques palestiniens », tout en affirmant soutenir la voie non-violente du président Abbas. Il reste à savoir si les paroles prononcées à Ramallah seront suivies d'actes et si les parlementaires agiront en faveur des prisonniers, lorsqu'ils retourneront en Europe.

Une campagne de solidarité avec les prisonniers détenus dans les geôles sionistes sera lancée début mai jusqu'au mois d'octobre prochain, à partir de la bande de Gaza. Cette campagne sera suivie dans plusieurs pays musulmans, comme l'affirme les responsables palestiniens.

Au moment où les forces de l'occupation poursuivent les militants et résistants en Cisjordanie, tentant d'empêcher toute révolte populaire, les forces sécuritaires de l'AP poursuivent et arrêtent les journalistes. Khaldoun Mazloum, de l'agence Qudspress, a été arrêté le 28 avril. De même, une dizaine de membres du parti islamique Hizb at-Tahrir ont été arrêtés par les services sécuritaires de l'AP de Ramallah, au cours d'un meeting organisé par ce parti. L'AP semble avoir déclaré la lutte contre les membres de ce parti islamique, qui avait proclamé depuis sa fondation(1947) que sa lutte politique est pacifique, et elle a remis 25 de ses militants aux autorités sionistes.D'autres part, les forces sécuritaires de l'AP en veulent au camp de Jénine et à ses combattants et résistants : une tentative d'arrêter le frère du prisonnier libéré sheikh Bassam Saadi, dirigeant au Jihad islamique, dont l'épouse est toujours détenue par les forces de l'occupation, et l'arrestation de deux fils du sheikh dirigeant au Hamas, Mahmoud Abul-Hayja, détenu dans les prisons de l'occupation.

Du déni d’existence au projet d’épuration ethnique

Le Comité Action Palestine édite chaque année un calendrier rassemblant articles et photos sur un thème particulier ; il a été consacré en 2013 à « La Palestine arabe ». Nous publierons mois après mois les articles de ce calendrier. Le premier texte traite : » Du déni d’existence de la Palestine au projet d’épuration ethnique ».

« *La grande victoire du sionisme, c’est d’avoir transformé le ‘problème juif’ en ‘question arabe’* » (Ben Gourion)

Né au XIXème siècle en Europe centrale, le sionisme a d’abord été la réaction nationaliste d’une petite-bourgeoisie juive en butte à l’antisémitisme engendré par un capitalisme en crise. Longtemps privé de moyens économiques conséquents et de structuration politique, il va gagner en puissance en s’inscrivant dans la logique coloniale. En 1897, sous l’impulsion de Herzl, est créée l’Organisation Sioniste Mondiale, qui vise à coordonner l’action politique sioniste au niveau mondial, et dont l’objectif prioritaire est la création d’un Etat « exclusivement juif » en Palestine, censé régler de façon efficace le « problème juif ». Les marchandages avec le sultan de l’Empire ottoman ayant échoué (1), l’OSM va chercher des soutiens auprès de l’impérialisme occidental. Cette démarche s’avère rapidement efficace. La Grande-Bretagne et la France s’intéressent en effet au sionisme dans lequel elles voient un instrument pour imposer leur propre domination au Proche-Orient. Les accords Sykes-Picot de 1916 par lesquels se trouve planifié dans le plus grand secret le dépeçage de l’Empire ottoman, puis la Déclaration Balfour de 1917 montrent clairement la convergence des intérêts, et Léon Blum peut

déclarer en 1924 que « *c'est à Sion que la France doit aujourd'hui d'avoir la Syrie. C'est par l'effort du sionisme que ce but a pu êtreatteint*. » Et c'est avec la bénédiction de la France et du Royaume-Uni que la grande bourgeoisie juive commence à soutenir le sionisme en finançant la colonisation juive en Palestine. A cet effet est créé en 1901, lors du 4ème Congrès sioniste de Londres, le Fonds national juif. Les bases économiques du futur Etat sioniste sont désormais posées.

Ainsi, c'est par cette jonction de l'impérialisme et de la finance juive que peut s'opérer la métamorphose du « problème juif » en « question arabe ». Totalement absents des calculs d'épiciers de la Grande-Bretagne et de la France, inexistants dans l'emblématique ouvrage de Herzl qui ne les nomme jamais, les Arabes palestiniens vont apparaître dans la réalisation effective du plan comme l'obstacle à éliminer, les empêcheurs de coloniser en rond. Réactionnaire par essence, le sionisme exprime de façon spectaculaire l'arrogance propre au racisme occidental : les Arabes ne méritent pas qu'on se soucie d'eux, sauf quand il s'agit de savoir comment s'en débarrasser. A la suite du projet de partition proposé par la Commission Peel en 1937, l'Agence juive, organe exécutif de l'OSM, nomme un « comité de transfert de la population » destiné à organiser le nettoyage ethnique de la Palestine. Weitz, directeur du Fonds National Juif, qui travaille avec le comité de transfert, déclare en 1940 « *Jusqu'ici l'entreprise sioniste a fait du bon travail en préparant la création de l'Etat hébreu. Jusqu'ici on pouvait se contenter d'acquérir des terres, mais ce n'est pas cela qui fondera l'Etat d'Israël. Cela doit se faire d'un seul coup, comme la Rédemption. Et il n'y a pas d'autre moyen que de transférer les Arabes d'ici vers les pays voisins. Nous n'atteindrons pas notre but s'il y a des Arabes dans ce petit pays. Il n'y a pas d'autre issue que de transférer les Palestiniens d'ici dans les pays avoisinants, de les transférer tous. Il ne doit pas rester un seul village, une seule tribu ».* Il est clair que l'expulsion manu militari

–gentiment appelée transfert- des Palestiniens doit permettre d'évacuer la terre cultivée par eux et la « libérer » pour la colonisation juive. Ce qui implique de faire venir des juifs des quatre coins du monde, non seulement pour peupler le futur Etat, mais pour constituer une réserve militaire capable de faire face à la « menace arabe ». Le critère de la pureté ethnique, mis en avant par les sionistes au nom de la « souffrance juive » sert en réalité à justifier une négation typiquement coloniale : celle de l'existence des Palestiniens en tant que peuple arabe vivant en Palestine. L'usage du terrorisme pour faire main basse sur la Palestine et qui conduira à la Naqba en 1948 s'accompagne ainsi de toute une mythologie présentant la création de l'Etat sioniste comme une création ex nihilo, sur une terre vide de civilisation, « une terre sans peuple pour un peuple sans terre ».

Puissant instrument du mouvement sioniste en ce qu'il donne au vol continué de la terre palestinienne et au racisme anti-arabe une forme légale, expression exacerbée de l'impérialisme occidental, l'Etat d'Israël s'est ainsi construit sur une dépossession programmée. Mais son acharnement à effacer de l'histoire ses origines criminelles est un aveu d'échec implicite. L'entité sioniste n'a aucun avenir dans la région.

(1) Herzl avait proposé au sultan de racheter les dettes de l'empire ottoman en échange de la cession de la Palestine.

Aux origines du nationalisme palestinien

Le Comité Action Palestine édite chaque année un calendrier rassemblant articles et photos sur un thème

particulier ; il a été consacré en 2013 à « La Palestine arabe ». Nous publierons mois après mois les articles de ce calendrier. Le deuxième texte est consacré : »Aux origines du nationalisme palestinien ».

Les premières expressions du nationalisme arabe apparurent au Moyen Orient après 1850. Elles furent d'origine libérale ou religieuse, la revendication d'autonomie se construisit d'abord en opposition à la domination turque, puis à la domination coloniale occidentale. En Syrie, dont la Palestine formait la région Sud, ces mouvements revendiquaient l'indépendance et le respect de l'unité avec le Liban, la reconnaissance de l'arabe en tant que langue officielle, ainsi que la levée de la censure et le respect de la liberté d'expression. En Palestine ce nationalisme prit dès 1880 et bien avant la déclaration Balfour de 1917, une connotation anti-sioniste, Dès lors, l'opposition arabe au sionisme devint générale, au delà des frontières de la Palestine.

Le nationalisme palestinien se matérialisa d'abord par la résistance des paysans palestiniens, les fellahin, contre l'implantation des colonies agricoles juives, la vente des terres et l'expropriation. Très vite, ces révoltes paysannes furent un élément de sensibilisation contre les dangers du mouvement sioniste pour les autres parties de la société palestinienne. Petits entrepreneurs, commerçants et professions libérales redoutaient alors la concurrence économique à venir. La presse palestinienne et arabe joua un grand rôle dans cette mobilisation en Palestine et dans tout le monde arabe. Les journaux informaient sur les avancées de la colonisation, mais aussi sur les objectifs et la portée du sionisme en général. Parmi ces journaux, al-Karmil, publié à Haïfa, fut l'outil essentiel de la longue campagne contre la colonisation sioniste en Palestine. Il fut à l'origine d'une Société anti-sioniste qui mena l'agitation et organisa les luttes contre la vente des terres et pour la préservation des

droits des paysans.

Les hommes politiques arabes ne furent pas dupes des enjeux d'un tel projet et se mobilisèrent dès la fin du XIXème pour en dénoncer les dangers. Yussuf Diya al-Khalidi, élu palestinien au parlement ottoman et maire de Jérusalem écrivit à Herzl en 1899 : « *L'argent ne peut acheter la Palestine, qui ne peut être prise que par la force des canons…/… jamais les sionistes ne seront maitres de ce pays*…». Après 1908, les notables palestiniens trouvèrent dans le cadre du nouveau parlement ottoman issu de la Révolution une possibilité de formuler leur opposition au sionisme et de réclamer des mesures gouvernementales contre l'immigration juive et les achats de terre. En 1911, le parti national ottoman constitua la première forme d'organisation politique opposée au sionisme. Pourtant malgré une participation palestinienne au premier congrès arabe de 1913, aucune résolution ne fût votée sur la question du danger sioniste. L'immigration juive galopante, l'intensification de la vente des terres et le développement d'une économie juive parallèle juste avant la première guerre mondiale entrainèrent une forte mobilisation antisioniste en Palestine. De nombreuses organisations politiques furent créées pour dénoncer la colonisation, encourager le développement de l'économie palestinienne et critiquer l'immobilisme du gouvernement. Le sentiment que les nationaux turcs et les sionistes étaient alliés, motiva un important soutien et une implication palestinienne à la révolte arabe contre les Turcs à la fin de la première guerre mondiale.

Mais bien que les Arabes aient combattu aux côtés des Britanniques, la victoire des alliés se solda par une nouvelle occupation de la Palestine par une puissance qui avait, au travers de la Déclaration Balfour en 1917, fait sien le projet sioniste. Le nationalisme palestinien et arabe allait alors entrer dans une nouvelle ère et affronter toute la violence de l'impérialisme occidental. Pourtant la lutte nationale

palestinienne resterait toujours marquée par ses origines, centrée sur la défense de la terre et alimentée par une dynamique souvent venue de la base.

Pour une Palestine arabe, libre et indépendante

Le Comité Action Palestine édite chaque année un calendrier rassemblant articles et photos sur un thème particulier ; il a été consacré en 2013 à « La Palestine arabe ». Nous publierons mois après mois les articles de ce calendrier. Le troisième texte traite de la lutte : »Pour une Palestine arabe, libre et indépendante ».

Après la première guerre mondiale, se développent dans la plupart des pays arabes, des mouvements nationaux dont le référent nationaliste est souvent associé à un référent islamique. Partout il s'agit de dénoncer la colonisation et l'impérialisme occidental. C'est la période de la guerre du Rif au Maroc conduit par Mohamed ben Abdelkrim, celle de la Révolution syrienne contre le Mandat français, de la formation des partis nationalistes tels que le WAFD en Egypte et l'Etoile Nord-Africaine en Algérie, du mouvement des Frères Musulmans en Egypte en 1928 par Hassan el-Banna ou de l'association des Oulémas fondée en 1931 en Algérie par Ben Badis.

Le caractère nationaliste et unitaire de la lutte arabe est parfaitement illustré par la contribution majeure à la lutte palestinienne avant 1948 des révolutionnaires syriens, pourchassés par l'occupant français en Syrie. Condamné à mort

par contumace par la France pour son rôle dans la lutte anticoloniale en Syrie, le Sheikh Izz –al Din al-Qassam organisa le premier mouvement de révolte armé palestinien. Il fonda au début des années trente une organisation militaire secrète qui compta jusqu'à 200 membres en 1935. Recrutant dans la paysannerie pauvre et le prolétariat des faubourgs de Haifa, son implantation populaire contrastait avec les organes officiels du mouvement national très liés à la bourgeoisie palestinienne. L'assassinat d'al-Qassam, lors d'une échauffourée en novembre 1935 avec l'occupant britannique, constitua le véritable détonateur de la Révolution palestinienne de 36-39. Il reste le symbole de la Résistance palestinienne armée. Fawzi al-Qawwuqji, officier syrien également pourchassé par la France, contribua à la guérilla palestinienne en 1936 en organisant des groupes de volontaires arabes, essentiellement d'origine irakienne.

Les Frères Musulmans furent sans doute parmi les premiers mouvements qui rendirent populaire la cause palestinienne, notamment en Egypte dans les années 30. Hassan Al-Banna, son fondateur, déclara que « la cause palestinienne est la cause de tous les musulmans ». Le premier appel à la mobilisation en faveur de la Palestine au-delà des frontières égyptiennes fût lancé en 1935. En 1940, la création d'une branche militaire secrète avait comme objectif premier la libération de la Palestine. Malgré la répression du pouvoir égyptien, des centaines de combattants égyptiens réussirent à s'infiltrer en Palestine pendant la guerre de 47-48 et continuèrent le combat, même après l'interdiction du Mouvement en Egypte. Hassan al-Banna fut assassiné en 1949 par les services secrets égyptiens, juste avant la capitulation des Etats arabes devant l'entité sioniste.

Le Mouvement national algérien représenta assurément le soutien le plus solide et durable de la cause palestinienne. Dès les années 30, Ben Badis, le fondateur de l'Association

des Oulémas, dénonça la spoliation des terres palestiniennes par le sionisme. Il accusa les Anglais d´avoir laissé s´installer sur la terre arabe, l´Etat d´Israël, et surtout d´avoir profané les lieux saints d´al-Qods. Par ailleurs, l'Etoile Nord-Africaine, puis le Parti du Peuple Algérien qui lui succéda, dénoncèrent sans cesse le projet sioniste de colonisation et le plan de partition de la Palestine, appelant tous les musulmans algériens à réclamer l'indépendance complète de la Palestine arabe. En 1948, le PPA déclara que « les Arabes d'Algérie opposés à tout partage de la Palestine se prononcent pour une Palestine Arabe, libre et indépendante », et fût à l'initiative du « Comité algérien pour la Palestine arabe » afin de créer un immense mouvement de solidarité avec le peuple palestinien. Au sein de la nation arabe, la solidarité de la nation algérienne envers le peuple palestinien est toujours restée sans égale.

La guerre du Rif et la résistance d'Abdelkrim

le 21/4/2013 18:20:00 (328 lectures)

COMITE ACTION PALESTINE

CYCLE DE CONFERENCES-FORMATION

Le Comité Action Palestine vous propose tout au long de l'année 2012 un cycle de soirées-formations autour de films et de documentaires sur le thème « colonialisme, néocolonialisme et résistance ».

La prochaine séance aura lieu le 30 avril 2013 à 20h30,

sur le thème de

« La guerre du Rif et la résistance d'Abdelkrim»

à l'Athénée Municipal de Bordeaux (Place St Christoly, Tram A et B, arrêt Hôtel de ville)

La guerre qui oppose la République rifaine d'Abdelkrim aux Espagnols et aux Français entre 1921 et 1926 reste largement méconnue. Cette guerre coloniale, extrêmement violente, marque pourtant une étape décisive dans l'histoire de l'anticolonialisme. Pendant 5 ans, Abdelkrim dirige la résistance populaire dans le Rif, il défait une imposante armée espagnole et construit, en terre d'Islam, un Etat moderne et révolutionnaire pour son temps. Il met en péril l'ordre colonial alors à son apogée. Son action aura un retentissement mondial et sera saluée par Lénine, Hô Chi Minh, Sultan Galiev, Chakib Arslan, Mao Tsé-Toung. (Albdelkrim, une épopée d'or et de sang, Z. Daoud, Ed Séguier, 1999).

Les conférences-formation du COMITE ACTION PALESTINE

Dans la continuité du forum organisé en juin 2009 sur la Palestine et le fait colonial en général, le Comité Action Palestine propose en 2012 un cycle de soirées-formations autour de films et de documentaires sur le thème colonialisme, néocolonialisme et résistance.

L'objectif de ces formations est de déconstruire l'histoire officielle ou l'idéologie dominante sur ces questions et de proposer une version alternative et objective de l'histoire. La réflexion sera menée à partir d'éléments d'analyse et de connaissances historiques qui seront proposés au cours de la présentation et discutés au cours des échanges qui s'en suivront. L'accent sera mis sur les liens existants entre les le fait colonial, le néocolonialisme actuel et la résistance des peuples. En ce qui concerne la forme, les échanges se feront à partir de la projection de vidéos-reportage ou d'extraits de films.

Le choix de ce thème pour le cycle des formations ouvertes s'explique par son caractère central pour appréhender à la fois la situation en Palestine mais aussi la nature des rapports Nord-Sud. Partant de l'observation que le colonialisme sioniste forme une synthèse de différentes formes de colonialisme qui ont prévalu dans l'histoire et que son analyse suppose donc une connaissance plus générale du colonialisme, le Comité Action Palestine a opté dans le cadre des formations pour un ensemble de vidéos traitant du fait colonial. D'autre part, et les soulèvements dans le monde arabe le montrent plus clairement encore, la situation du peuple palestinien et celle du colonialisme juif dépendent étroitement de l'évolution des rapports de force qui opposent l'impérialisme aux peuples du Sud. C'est pourquoi une analyse du néocolonialisme est apparue indispensable, a savoir les modalités actuelles par lesquelles l'occident vise à maintenir ou à réinstaller sa domination économique et politique sur les Nations du Sud. Le colonialisme sioniste et le néocolonialisme occidental ont des destins liés de même que la résistance palestinienne et les résistances des peuples du sud s'entretiennent et se renforcent mutuellement.

L'intérêt de ses formations est donc d'apporter des outils théoriques et des connaissances historiques sur le fait colonial et néocolonial sachant qu'il est impossible de décortiquer l'un sans disséquer l'autre. Pour les classes dirigeantes occidentales, cette réalité est tellement bien perçue et intégrée qu'elles s'agitent dans tous les sens pour préserver l'existence d'Israël. En effet, une probable disparition de l'entité sioniste serait une catastrophe majeure car elle signifierait la fin de la domination occidentale dans toute la région.

Dans cette optique, les formations de 2012 comprendront aussi des vidéos sur le fait néocolonial. Les rapports de force entre sionistes et anti-sionistes de même que les rapports néocoloniaux se jouent aussi à l'intérieur même des pays du Nord. Le sionisme est inscrit au cœur même des Etats occidentaux, ce qui explique le soutien sans faille de ces Etats à Israël. D'autre part, le courant sioniste, par sa domination des sphères de l'Etat dans tout le monde occidental, donne l'orientation de l'offensive impérialiste et néocoloniale dans les pays du Sud. Enfin ce sont ces mêmes sionistes qui sont les plus fervents propagateurs de l'islamophobie dans l'objectif de scinder et d'opposer les classes populaires selon une logique blancs/immigrés et de délégitimer la cause palestinienne dans les quartiers populaires. Ainsi le néocolonialisme à l'œuvre dans les pays du sud se retrouve sous certaines de ses formes dans les quartiers populaires des pays du Nord, néocolonialisme qui permet de brimer les populations immigrées et de les isoler dans leur soutien à la cause palestinienne. Des formations-vidéos porteront donc sur cette question du néocolonialisme et de l'islamophobie à l'intérieur même des pays occidentaux.

La visée globale de ces formations destinée à un large public est non seulement de permettre de comprendre les phénomènes coloniaux, néocoloniaux et les résistances qu'elles suscitent mais aussi d'inciter chacun d'entre nous à en percevoir les liens réciproques.

Le programme complet des projections vous sera fourni ultérieurement.

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes (Mars 2013 : N°10)

« Rien ne symbolise mieux que la prison coloniale la lutte à mort qui se joue entre colon et colonisé. Si la prison est l'éventualité certaine du résistant, la résistance est aussi l'horizon du prisonnier. C'est ce qu'attestent les luttes menées au sein même des geôles sionistes. Les prisonniers sont les martyrs, mais non les victimes de la résistance. Ils en sont les acteurs. Lutter contre la détention administrative et les conditions carcérales, c'est aussi lutter pour que la résistance continue, c'est lutter pour que la société continue d'exister. Parce que le combat des prisonniers est toujours un combat politique, le statut de prisonnier constitue, par conséquent, un repère fondamental de l'identité nationale palestinienne. C'est pourquoi la libération inconditionnelle de tous les prisonniers, palestiniens et arabes, est une revendication centrale de la cause palestinienne.
Cette chronique, produite par Rim al-Khatib, se veut être l'écho de cette lutte. Depuis début 2012, les prisonniers en détention administrative ont lancé un mouvement ininterrompu de grève de la faim. Actuellement Samer 'Issawi est en grève de la faim depuis plus de 5 mois (150 jours) ».

« Nés libres, nous le resterons »

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes

Avril 2013 : N°10

I – Abolir la détention « administrative »

Au moment où ce bulletin était prêt pour être diffusé, nous avons appris le décès du martyr Maysara Abu Hamdiyyé, à l'hôpital Soroka, dans le Naqab. Atteint de cancer, les sionistes ont refusé de le soigner et même de le libérer, afin qu'il soit soigné convenablement. Le martyre de Maysara Abu Hamdiyyé vient une nouvelle fois mettre en évidence les mauvais traitements et les conditions désastreuses dans les prisons de l'occupation. Les organisations de la résistance ont appelé à des mouvements de révolte dans les prisons, les territoires occupés et à un élan de solidarité, en réaction aux pratiques criminelles de l'occupation sioniste. Déjà, les prisonniers avaient décidé une journée une grève de la faim pour réclamer sa libération (cf plus bas).

Le résistant Samer Issawi poursuit la grève de la faim, réclamant sa libération immédiate. Plus de 260 jours déjà, et les autorités de l'occupation sioniste négligent sciemment sa demande, comme elles négligent de prendre en compte les multiples manifestations et rassemblements en Palestine. Il est clair qu'elles ont calculé que son martyre n'entaînerait pas une révolte palestinienne ni des réactions efficaces dans le monde. La solidarité manifestée avec le résistant Samer Issawi, devenu le symbole de la fermeté et du sacrifice consenti par le peuple palestinien pour sa liberté, s'est étendue, sans cependant pouvoir peser sur la décision de l'occupation. L'occupant s'appuie sur le soutien américain et européen et sur le silence de l'ONU et de ses organismes, et prend en compte la situation déplorable dans les pays arabes et les sommets de ses dirigeants, où la Palestine, que ce soit al-Quds ou les prisonniers, ne représente que des paroles et des promesses.

En signe de solidarité avec Samer Issawi, le militant argentin gréviste de la faim, Faysal Sergio Tabia a demandé aux autorités sionistes de l'emprisonner à la place de Samer Issawi. Le militant argentin est président de l'association

islamique internationale des droits de l'homme et mène depuis plusieurs semaines la grève illimitée de la faim.

Pour empêcher la popularisation de la lutte du résistant Samer Issawi, l'occupation a interdit à sa mère de voyager et de rendre à Tunis, pour une conférence sur les prisonniers. Mais par contre, la sœur du résistant, Shirine Issawi, a réussi à parler par téléphone à la réunion organisée par le C.A.P. à Bordeaux, et a rapporté les paroles de Samer Issawi, disant « Mon état de santé se détériore gravement et mes souffrances s'amplifient : un groupe de médecins dirigés par l'adjoint du directeur de la prison m'ont prévenu que mon cœur risque de s'arrêter de battre à tout moment.Cependant, je m'engage devant vous tous à ce que mon état de santé n'affecte aucunement mes décisions : je suis plus que jamais déterminé dans ma conviction.Je suis contre l'enfermement et je continue ma grève de la faim illimitée. Je ne retournerai jamais sur mes pas car ma vie n'est pas plus chère que le sang des martyrs qui ont fait le sacrifice de leur âme pour défendre la patrie de Palestine et le peuple palestinien.Le combat est clair et sans ambiguïté aucune, il ne s'agit point de symboles ou de slogans. C'est un combat pour la liberté. C'est pourquoi je poursuis ma grève de la faim jusqu'à l'obtention de la liberté. »

Le prisonnier Younes al-Hroub, en grève de la faim depuis plus de 37 jours, a refusé la proposition de l'occupation de l'éloigner vers Gaza en contrepartie de sa liberté. Il a affirmé poursuivre sa lutte jusqu'à l'abolition de la détention « administrative » dont il est victime.

2 – Statistiques

105 Palestiniens de la ville d'al-Quds ont été arrêtés depuis le début de l'année 2013, selon le Club des Prisonniers, dont 20 enfants. Mais il ne s'agit que du nombre de maqdisis dont les dossiers ont été traités par le Club car en réalité, le chiffre est plus important. 85 d'entre eux ont été accusés de

résistance à l'occupation (jets de pierre, participation aux manifestations, attaques contre des soldats ou appartenance à une organisation).

35 enfants palestiniens, âgés entre 13 et 17 ans, ont été arrêtés dans la ville occupée d'al-Khalil pendant le mois de mars.14 journalistes palestiniens sont détenus dans les prisons de l'occupation, dont 6 depuis le début de cette année. 14 députés et 3 anciens ministres de l'AP sont également détenus. La plupart des députés sont des « détenus administratifs », mais Ahmad Saadate, secrétaire général du FPLP, a été condamné à 30 ans de prison, Marwan Barghouty, appartenant au Fateh, a été condamné à la prison à perpétuité + 40 ans et Jamal Tirawi (Fateh) à 30 ans de prison, ainsi que Hassan Youssef (Hamas) à 28 mois.

3 – Arrestations et condamnations

Les deux membres de la famille de Jaafar Izzidine, qui avait mené la grève illimitée de la faim contre la détention administrative, ont été arrêtés. Assaad et Ahmad Izzidine, du village de Arrabe dans la province de Jénine, sont toujours arrêtés (depuis le 22 mars), le tribunal de Salem ayant reporté leur « condamnation ».

L'occupant a arrêté plusieurs dirigeants du mouvement Hamas dans la ville d'al-Khalil, dont des prisonniers récemment libérés. Parmi eux, le député Mohammad Jamal Natché, qui avait été libéré il y a trois mois.L'occupant sioniste a arrêté et placé en détention à domicile, la mère du prisonnier Rami Khanfar, condamné à 15 ans de prison, Fathiya Khanfar, 58 ans. Malade, Fathiya Khanfar est en détention à Rahat, dans le Naqab occupé en 1948, dans l'attente de passer devant un tribunal, prévu le 14 avril.

Le tribunal sioniste de la ville occupée de Nazareth, en Galilée, a condamné le prisonnier libéré syrien du Golan, Sadqi al-Miqt, à 14 jours de détention à domicile et une taxe

de 5000 shekels, et interdit de s'approcher d'un terrain de foot pendant 3 mois. Sidqi al-Miqt, résistant du Golan, avait passé 28 ans dans les geôles de l'occupation, accusé d'avoir organisé la résistance armée dans le Golan occupé. Il a récemment participé à la protestation populaire dans le Golan contre la venue d'une équipe de foot « israélienne » au Golan, considérant que cela signifiait l'annexion du Golan.

4 – Libération

Le résistant Issam Abdel Qader Abu Hassan (38 ans) du village Yamoun dans la région de Jénine a été libéré fin mars après avoir été incarcéré pendant 9 ans pour résistance à l'occupation. Il a confirmé, dès son arrivée chez lui, que les forces de l'occupation ont accentué la répression contre les prisonniers palestiniens et qu'elles utilisent le dossier des prisonniers pour faire pression sur l'Autorité palestinienne.

Le combattant Mohammad Al Akhras, des Saraya al-Quds (branche armée du Jihad islamique), a été libéré après 8 années de prison. Il fut arrêté en 2005 à l'est de la ville de Rafah.Deux Maqdisis, Alaa Ali et Azmi Askar ont été libérés fin mars après avoir été prisonniers pendant respectivement 12 et 8 ans.

5 – Prisonniers en danger

Le prisonnier palestinien Maysara Abu Hamdiyé est en danger de mort. Ses camarades dans la prison de Eshel dans le Naqab ont tiré la sonnette d'alarme : il a perdu la capacité de se mouvoir et son état de santé se dégrade. Maysara Abu Hamdiyé est atteint de cancer depuis quelques mois et les autorités sionistes refusent sa libération, et procèdent à des expériences médicales sur son cas. Depuis plusieurs mois, les associations de solidarité avec les prisonniers ont réclamé sa libération afin qu'il puisse être soigné. Mais l'occupant refuse. Le résistant et combattant du Hamas, Abbas Sayyed, a réclamé un mouvement puissant de solidarité pour le faire

libérer avant qu'il ne décède. Il a accusé les autorités de l'occupation de procéder à un assassinat intentionnel et lent du prisonnier Maysara. Il y a quelques jours, Maysara a été emmené à l'hôpital Soroka dans le Naqab, il est toujours attaché, mais non soigné, d'après l'avocat du club des prisonniers qui a réussi à le voir.

Lina Jarbouni, la doyenne des prisonnières palestiniennes dans les geôles de l'occupation, subit ces jours-ci une détérioration alarmante de son état de santé, selon ses camarades de cellule. Mais les médecins de l'Etat de l'occupation ont refusé de la soigner, car ils n'ont pas le temps, ont-ils dit à Lina. Elle ne peut plus se lever et n'a pu rencontrer son avocat. Lin Jarbouni est détenue depuis le 18 avril 2002, pour appartenance au mouvement du Jihad islamique. Elle fut « oubliée » lors de l'accord d'échange avec le soldat sioniste détenu par la résistance en octobre 2011.21 prisonniers détenus dans la prison Echel de Beer Saba' ont mené une grève de la faim pour réclamer la libération immédiate du prisonnier malade Maysara Abu Hamdiyé et plusieurs prisonniers atteints de cancer. L'occupant a envoyé son unité spécialisée dans la répression contre les grévistes.

6 – Solidarité

Les actions de solidarité se sont amplifiées dans le monde entier, sans cependant pouvoir peser sur la « communauté internationale » ou l'Etat sioniste, qui poursuit ses pratiques terroristes et inhumaines envers les Palestiniens, et les prisonniers. A Paris, un rassemblement a eu lieu devant le siège de la Croix-Rouge, auquel a participé le prisonnier libéré Mahmoud Sersek, de passage dans la capitale française.

Tous les jeudis, un rassemblement se tient à Gaza devant le siège du CICR, pour rappeler à cet organisme international le sort des prisonniers palestiniens et témoigner de l'inquiétude des familles palestiniennes quant à la détérioration des conditions de détention.Une association européenne de

solidarité a déclaré le mois d'avril « mois de solidarité avec les prisonniers palestiniens », d'autant plus que le 17 avril est « la journée du prisonnier palestinien », journée de lutte célébrée tous les ans.

Les services sécuritaires de l'AP ont arrêté des prisonniers libérés : Khalil Halayka, 28 ans, libéré il y a moins d'un an, qui vit dans la province d'al-Khalil et Mohammad Murr, 25 ans, de Yatta, libéré des prisons de l'occupation il y a un mois.

Un seul Etat en Palestine : Problème de judaïsation ou de l'existence d' »Israël » ?

le 24/9/2013 11:44:13 (251 lectures)

La promotion d'une solution à un seul Etat en Palestine où ex-colonisés arabes et anciens colons juifs cohabiteraient et se partageraient le pouvoir selon le modèle en vigueur en Afrique du Sud, n'est qu' une nouvelle tentative de demander la capitulation des Palestiniens, d'exiger qu'ils renoncent au droit historique d'une Palestine arabe, qu'ils abandonnent la lutte armée et l'objectif de libérer leur terre.C'est ce que démontre clairement Ibrahim Alloush dans son article :

Un seul Etat en Palestine : Problème de judaïsation ou de l'existence d' »Israël » ?

Le discours contre la *« judaïsation d'Israël »* se concentre sur deux voies : la voie futile de la négociation et la voie ferme de la résistance.



Certains partent du rejet de la judaïsation d'Israël pour finir par défendre la position d'un Etat pour tous ses citoyens, ou un Etat binational, et considèrent que cette solution est une riposte aux revendications d'identité juive pure de l'Etat d'Israël. Cette voie mène à :

1. Nier l'identité arabe de la Palestine pour considérer qu'elle appartient à tous ses citoyens, y compris à ses envahisseurs, ou à reconnaître une identité partagée juive et arabe.
2. Exiger de cohabiter avec l'envahisseur dans le cadre des droits du citoyen, qui remplacent la stratégie principale de libération par une lutte contre la discrimination raciale.
3. Adopter des moyens pacifiques de lutte en s'alliant aux « juifs progressistes ». Amen !

Ils considèrent que le projet d'un seul Etat est plus « réaliste » que celui de territoires palestiniens éparpillés qui occupent la superficie équivalente à celle des frontières de 67, c'est-à-dire les 6.200 km² dont parle Mahmoud Abbas. Les partisans d'un Etat unique fournissent des arguments sur la non-viabilité de l'Etat palestinien : ils soutiennent que la construction du gigantesque mur raciste a rendu ce projet caduque, qu'il est impossible d'établir un Etat sur des cantons dispersés, que les Israéliens ont peur que l'Etat palestinien souhaité ne se transforme en une base contre, etc.

La vérité est que les deux projets, celui des cantons et celui d'un seul Etat, se rejoignent dans le fait qu'il faut cohabiter avec les juifs en Palestine, qu'il faut renoncer au droit historique d'une Palestine arabe et qu'il faut abandonner la lutte armée et l'objectif de libérer la terre. Partant de ce point de vue, la différence entre les deux projets est la même qu'entre le Parti travailliste et le Likud dans l'entité sioniste, ou entre le parti républicain et le parti démocrate aux Etats-Unis. Donc ce qui est important dans

les deux projets, c'est qu'ils émergent en opposition à la voie de la résistance, à la libération de la terre et à son caractère arabe. En fait, les deux passent par l'annulation des trois articles les plus importants de la Charte nationale palestinienne, avant sa révision, qui proclament que la Palestine est arabe, que la lutte doit être armée, et le sixième point de la Charte qui ne reconnaît pas comme Palestiniens les juifs qui sont arrivés en Palestine après la mise en oeuvre du projet sioniste. Ce dernier article est souvent omis même par ceux qui sont attachés à la Charte nationale palestinienne non modifiée. Il nie aux juifs qui sont arrivés en Palestine après la mise en œuvre du projet sioniste, le droit de s'y installer. Ce qui est bien sûr la position naturelle que l'on attend de n'importe quel pays vis-à-vis de ses envahisseurs.

Au contraire, ceux qui rejettent la judaïsation d'Israël en se basant sur le caractère arabe de la Palestine commencent par nier le droit d'Israël à exister en tant qu'Etat occupant et société coloniale, avant d'entrer dans le labyrinthe de la judaïsation qui cherche à nous entraîner avec force dans le système politique israélien pour tenter de le rendre moins raciste. La judaïsation de l'Etat est le résultat d'une politique de normalisation qui proclame que le problème réside dans le caractère juif de l'Etat et non dans l'existence même de l'Etat dont nous traitons ici de l'identité.

Dans les cas extrêmes, nous trouvons des partisans d'un Israël unique, démocratique et non raciste qui considèrent que les islamistes sont l'équivalent arabe palestinien des rabbins juifs, de sorte que la question nationale palestinienne se transforme en un problème de séparation des pouvoirs entre la religion et l'Etat en Israël et en la question de savoir comment réduire le racisme, pacifiquement, bien sûr, selon l'exemple sud-africain qui, d'autre part, s'applique à la cause palestinienne dans la même mesure que la méthode du Mahatma Gandhi est applicable à l'Irak. Plus de la moitié des Sud-Africains n'étaient pas réfugiés en dehors de leur pays. L'Afrique du Sud a adopté une attitude plus humanitaire que celle, culturelle, dont on débat avec force depuis la fin du XIXème siècle, à savoir l'identité arabe ou de l'Ancien Testament de notre pays.

Il est évident que ceux qui adoptent la formule d'un seul Etat renoncent au caractère arabe de la Palestine et s'inscrivent dans un projet qui, de fait, situe la Palestine dans quelque lieu de l'espace, entre Saturne et Mercure, comme si elle ne faisait pas partie de la nation arabe et du monde islamique.
L'idée d'un seul Etat tire son sens et sa force morale du dernier cri dans le monde à la mode de la mondialisation et la tendance impérialiste au niveau mondial qui sponsorisent les slogans des droits de l'homme et le pluralisme politique pour dissimuler la dissolution des identités et surmonter les obstacles nationaux que les multinationales rencontrent sur leur chemin. Ce projet n'a aucun sens en Palestine, où l'impérialisme mondial soutient pleinement le projet sioniste .
Cela n'est pas en contradiction avec la dimension politique, face aux aspects idéologiques et religieux, de l'expression judaïsation d'Israël. L'entité sioniste veut désigner un négociateur avec l'Autorité nationale palestinienne (ANP) et les régimes arabes qui impose ses conditions à l'avance pour que les gens se fassent à l'idée du transfert, à savoir l'expulsion des Palestiniens de 48, que ce soit par la force quand c'est possible, que ce soit en les intégrant aux cantons de l'Etat palestinien morcelé. Ils essaient de fermer la voie à toute discussion sur le droit au retour, le retirer de la table des négociations et réduire les coûts qu'ils devront affronter avant tout accord pour minime qu'il soit. Ainsi le résultat négocié ne peut être que ridicule, il ne peut pas conduire à un résultat négocié digne avec l'ennemi sioniste. Les droits s'obtiennent par la lutte et le droit au retour est lié à la libération. Le plus triste est que l'entité sioniste rallie tout le monde pour négocier sur sa dernière exigence de judaïser Israël parce qu'on a cessé de poser la question de son existence.

Par Ibrahim Alloush

Source : Free Arab Voice

Traduction : MR pour ISM

Cette version est une traduction de l'article en l'espagnol, traduit de l'arabe par Antonio Martinez Castro pour Rebelión.
L'article original en arabe est à ce lien :
http://www.freearabvoice.org/arabi/maqalat/yahodeyyetAlDawlaAm

Wjodoha.htm

Journée de la terre en Palestine

LA RESISTANCE EST LA SEULE VOIE VERS LA FIN DU SIONISME

La Journée de la Terre est hautement symbolique : elle exprime à la fois la résistance au sionisme et le refus de l'usurpation de la terre qui est l'essence-même de la colonisation juive de la Palestine.

Le 30 mars 1976, six Palestiniens de 1948 (c'est-à-dire ceux qui ont pu rester en 1948 après la création par la force de l'Etat d'Israël) étaient abattus par l'armée d'occupation d'Israël, 96 étaient blessés et 300 autres arrêtés. Leur crime ? Avoir manifesté contre l'État sioniste qui avait confisqué et déclaré " zone militaire " 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens. Depuis lors, tous les 30 mars, la « Journée de la Terre » commémore cet événement en Palestine et partout dans le monde où se trouvent les défenseurs des droits du peuple palestinien.

Le sionisme est un mouvement colonial et raciste qui est à l'origine de la création de l'Etat d'Israël. Celui-ci bénéficie du soutien inconditionnel des puissances impérialistes occidentales qui considèrent cette entité comme leur agent au Proche et Moyen Orient. Depuis plus d'un siècle, les sionistes ont spolié les terres palestiniennes utilisant comme moyens les crimes de masses, les assassinats de leaders politiques ou les emprisonnements de résistants. La colonisation de toute la Palestine est inscrite au cœur du projet sioniste.

Mais face à cette machine à broyer, les Palestiniens résistent avec la même détermination par tous les moyens possibles, depuis les premières phases de la colonisation sioniste à la fin du XIXème siècle jusqu'à aujourd'hui. Parmi toutes les

formes de résistance du peuple palestinien, il en est une dont on entend très peu parler, c'est celle des prisonniers dans les geôles sionistes. Et pourtant si la répression et la prison sont une perspective certaine pour le résistant, la résistance est aussi l'horizon des prisonniers palestiniens et fait partie intégrale du mouvement de libération de la Palestine. Les prisonniers palestiniens sont les martyrs, mais non les victimes de la résistance.

Depuis 1967, près de 700 000 Palestiniens, soit 20% de la population de Cisjordanie et Gaza ont connu les geôles sionistes. L'objectif de la répression féroce est de détruire la volonté et la capacité de résistance du peuple. En emprisonnant les leaders politiques, les élus, les militants, mais aussi des enfants, c'est toute la société palestinienne et son mouvement de libération nationale qui sont visés. Il y actuellement 5000 prisonniers palestiniens – hommes, femmes, enfants – détenus par l'entité coloniale.

Une des formes majeures de résistance et de protestation dans les prisons est la grève de la faim. Ces actions ont permis de remporter de nombreuses batailles pour les prisonniers et d'améliorer leurs conditions de détention. Mais le mouvement de grève de la faim, initié depuis début 2012 par les prisonniers, est d'une ampleur inégalée par sa longueur. Il a pour objectif de dénoncer la pratique de détention administrative dont le pouvoir colonial use pour soustraire toute personne « considérée comme menaçant » la sécurité de l'entité sioniste. Cette procédure autorise la détention de personne sans motif, ni procès, sur la base d'un décret militaire datant du Mandat britannique (1945), et appliqué dans les territoires palestiniens occupés en 1967. Couronné de succès, ce mouvement a conduit à la libération, parfois conditionnée à la déportation, de plusieurs résistants au cours de l'année 2012.

Suite à la victoire de la résistance à Gaza fin 2012, et sous la menace permanente d'une nouvelle Intifada en Cisjordanie, l'entité sioniste a lancé une nouvelle vague de rafles massives et de répression des grévistes de la faim. Un prisonnier, Arafat Jaradat, est tombé sous la torture de ses geôliers sionistes le 23 février 2013.

Mais les prisonniers sont plus déterminés que jamais à poursuivre leur mouvement. Samer Issawi en est le symbole.

Libéré en 2011 lors de l'opération d'échange de prisonniers conduite par le Hamas, ce militant du FDLP a été de nouveau arrêté au cours de l'été 2012 par les forces sionistes et placé en détention administrative. Depuis son arrestation, c'est à dire plus de 240 jours, il est en grève de la faim, refusant tout compromis et toute déportation.
Samer Issawi déclare : » *Je suis plus fort que l'armée d'occupation et ses lois racistes, je suis Samer al-Issawi, fils de la ville d'Al-Quds. ../.. Mon combat est plus grand qu'une question de liberté individuelle. Moi-même et mes compagnons héroïques menons une lutte pour tout le peuple palestinien, contre l'occupation et ses prisons, afin que nous soyons libres et maitres de notre Etat libéré et dans notre ville d'Al-Quds…/… Je refuse catégoriquement d'être déporté à Gaza, car cette pratique ne fait que raviver l'amer souvenir des expulsions que notre peuple palestinien a subies en 1948 et 1967.* »
En solidarité totale avec les prisonniers, les Palestiniens en Cisjordanie affrontent quotidiennement l'ennemi sioniste et ses collaborateurs (ONG, Autorité palestinienne), démontrant ainsi que la résistance palestinienne se joue de tous les murs érigés pour la diviser et la détruire. Deux martyrs sont déjà tombés, Mahmoud El-Titi et Muayyed Ghazawneh.
Tous les éléments d'un nouveau soulèvement populaire sont présents en Palestine et le décès éventuel de Samer Issawi pourrait en être le détonateur. Personne n'est en mesure de prédire ce qui résultera d'une troisième Intifada. Mais le peuple palestinien sait que la Résistance est la seule voie vers la victoire et la chute du sionisme. Son combat est un combat universel pour la libération des peuples. De concert avec la résistance libanaise, avec l'Iran, avec tous les Etats qui refusent le diktat de l'impérialisme occidental et du sionisme, ils oeuvrent à inverser le rapport de force. Nous sommes avec eux sur ce chemin.
Nous, Comité Action Palestine, sommes entièrement solidaires de la résistance héroïque des prisonniers palestiniens. Nous dénonçons avec force tous ceux qui restent muets face aux crimes de l'occupant sioniste et qui de fait collaborent à cette politique. Nous tenons également à ré-exprimer notre solidarité au résistant Georges Ibrahim Abdallah, maintenu en une sorte de détention administrative par l'Etat français,

tous les gouvernements s'étant jusqu'à présent opposés à sa libération, alors qu'il est libérable depuis plus de 10 ans. Nous réaffirmons que la Palestine est arabe, et soutenons la lutte du peuple palestinien jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :

- **La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.**
- **Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.**
- **La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.**
- **La libération de tous les résistants emprisonnés.**

Samer Issawi, combattant de la liberté

A l'occasion de la soirée organisée par le Comité Action Palestine pour la Journée de la terre, en l'honneur des prisonniers palestiniens, combattants de la liberté, Shireen Issawi, avocate palestinienne, soeur de Samer Issawi, prisonnier palestinien en grève de la faim depuis 250 jours, déclare :

Je suis Shireen Issawi avocate palestinienne et je suis la sœur de Samer Issawi.

Le gréviste de la faim depuis 250 jours en continu pour liberté, Samer se trouve dans un état de santé critique.

Voici une partie du rapport de l'avocat qui lui a rendu visite il y a quelques jours :

Tous ceux qui ont pu le rencontré ont mentionné l'état de santé dramatique dans lequel se trouve le prisonnier : ils confirment que le cœur de Samer peut s'arrêter à tout moment.

Le prisonnier se plaint qu'il souffre d'anémie et éprouve des difficultés respiratoires importantes. Il a des vertiges permanents. Il sent des douleurs sur toutes les parties de son corps surtout à l'abdomen. Il a des douleurs aux flancs : il a subi plusieurs analyses concernant la fonction des reins. Le prisonnier souffre d'une baisse de la vision : son acuité visuelle a diminué de 2. Jusqu'à maintenant il est branché à un appareil de surveillance cardiaque, cet appareil est en communication directe avec le bureau des médecins : dans le cas où il se produit une urgence ou une dégradation importante un signal est envoyé au bureau des médecins. Il n'est pas autorisé au prisonnier d'enlever cet appareil définitivement.

Malgré ce qui a été cité plus haut (concernant ce bilan de santé), le prisonnier délivre le message suivant :

« *Mon état de santé se détériore gravement et mes souffrances s'amplifient : un groupe de médecins dirigés par l'adjoint du directeur de la prison m'ont prévenu que mon cœur risque de s'arrêter de battre à tout moment.*

Cependant, je m'engage devant vous tous à ce que mon état de santé n'affecte aucunement mes décisions : je suis plus que jamais déterminé dans ma conviction.

Je suis contre l'enfermement et je continue ma grève de la faim illimitée. Je ne retournerai jamais sur mes pas car ma vie n'est pas plus chère que le sang des martyrs qui ont fait le sacrifice de leur âme pour défendre la patrie de Palestine et le peuple palestinien.

Le combat est clair et sans ambiguïté aucune, il ne s'agit point de symboles ou de slogans. C'est un combat pour la liberté. C'est pourquoi je poursuis ma grève de la faim jusqu'à l'obtention de la liberté.

Et d'ici, à partir de mon lit sur lequel je dors entre la vie et la mort j'adresse mes salutations à l'ensemble des combattants engagés dans cette lutte et aux nobles enfants de ce peuple (palestinien) digne ainsi qu'aux gens libres de par le monde, qui malgré la longueur de cette lutte, restent constant dans ce combat.

Malgré le fait que je sois totalement coupé du monde extérieur, sans radio, ni télévision ni journaux ou tout autre chose du monde extérieur, je suis entièrement convaincu que vous poursuivez la bataille car vous êtes les hommes libres d'un monde dans lequel la lâcheté et la décadence sont devenues légion. »

Samer a débuté sa grève de la faim depuis que l'occupant l'a emprisonné le 07/07/2012. Il avait été libéré auparavant le 18/10/2011 lors de l'échange de prisonniers après avoir passé 10 ans sur les 30 ans dont il fut condamné. L'occupant exige que Samer finisse les 20 ans de sa condamnation sous le prétexte qu'il soit sorti de son lieu d'habitation dans la ville d'Al-Qouds pour se rendre à un autre lieu palestinien à l'intérieur d'Al-Qouds même.

Or, cela est permis non seulement juridiquement, mais le droit international n'est pas habilité à interdire à quiconque de se déplacer à l'intérieur des frontières de son pays.

Et enfin, le pire est le jugement de Samer dans deux tribunaux différents : le premier tribunal, se situant à Al-Qouds, l'a condamné à 8 mois de prison pour être entré dans un territoire palestinien alors qu'il est palestinien. Cette peine a pris fin le 08/03/2013.

L'autre tribunal, militaire cette fois-ci, se situant à Ouffer, se fonde sur un dossier confidentiel pour rétablir la condamnation précédente de Samer.

Malgré la gravité de son état de santé, l'audience a été reportée au mois de Mai prochain : ceci n'est rien d'autre

qu’une condamnation à mort…

La question des prisonniers est considérée fondamentale et essentielle dans la vie du peuple palestinien : elle est intimement liée à la lutte contre l’occupation. Elle reste, dans la plupart des cas, toujours le moteur principal des révolutions menées par le peuple palestinien.

Nous devons, donc, tous être la voix de Samer dans le monde entier pour faire pression sur l’occupation afin de répondre à sa demande et le libérer immédiatement sans condition.

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes (Mars 2013 : N°9)

Rien ne symbolise mieux que la prison coloniale la lutte à mort qui se joue entre colon et colonisé. Si la prison est l'éventualité certaine du résistant, la résistance est aussi l'horizon du prisonnier. C'est ce qu'attestent les luttes menées au sein même des geôles sionistes. Les prisonniers sont les martyrs, mais non les victimes de la résistance. Ils en sont les acteurs. Lutter contre la détention administrative et les conditions carcérales, c'est aussi lutter pour que la résistance continue, c'est lutter pour que la société continue d'exister. Parce que le combat des prisonniers est toujours un combat politique, le statut de prisonnier constitue, par conséquent, un repère fondamental de l'identité nationale palestinienne. C'est pourquoi la libération inconditionnelle de tous les prisonniers, palestiniens et arabes, est une revendication centrale de la cause palestinienne.

Cette chronique, produite par Rim al-Khatib, se veut être l'écho de cette lutte. Depuis début 2012, les prisonniers en détention administrative ont lancé un mouvement ininterrompu de grève de la faim. Actuellement Samer 'Issawi est en grève de la faim depuis plus de 5 mois (150 jours) ».

« Nés libres, nous le resterons »

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes

Mars 2013 : N°9

I – Abolir la détention « administrative »

La détention « administrative » est un crime de l'occupation. Des milliers de Palestiniens subissent cette forme de torture morale et physique, parce que les occupants craignent la révolte populaire. Des vies sont brisées parce que l'occupant ne peut contrôler une population héroïque qui ne cesse de réclamer, depuis plus d'un siècle, sa liberté. Abolir cette forme d'arrestation arbitraire est devenu une priorité pour le peuple palestinien qui lutte pour sa liberté et sa dignité.

Le résistant Ayman Sharawneh a été enfin libéré le 17 mars. Il a accepté d'être éloigné vers la bande de Gaza en contrepartie de sa libération et de la suppresion de son « dossier ». En grève de la faim depuis le mois d'août dernier, il a perdu 80% de sa capacité visuelle, selon l'avocat du Club des Prisonniers. Il se trouvait à l'hôpital Soroka, dans la ville occupée de Beer-Saba' (Naqab), lorsque des négociations entre le Shabak et lui, via l'administration pénitentiaire, a eu lieu. Le Shabak a maintes fois essayé de faire pression sur lui pour « revoir » et non pas « supprimer » son dossier, mais Ayman a tenu bon. La libération de Ayman Sharawneh, bien qu'il soit éloigné vers Gaza pour dix ans, est une grande victoire pour les prisonniers en lutte, et d'abord pour Ayman Sharawneh. . Elle a prouvé que les sionistes craignent l'extension du mouvement et essaient de négocier. Il y a quelques mois, Ayman avait reçu l'assurance qu'il serait libéré. Il avait arrêté la grève de la faim, mais les autorités de l'occupation ont violé leurs promesses et l'ont maintenu en prison, comptant le condamner à achever la peine pour laquelle il avait été condamnée avant sa libération (28 ans), en octobre 2011, dans le cadre de l'accord d'échange. Sheikh Khodr Adnane qui a salué la libération de Ayman a déclaré que le sourire de sa mère est à elle seule une victoire contre l'occupant, ajoutant que l'éloignement vers Gaza sera levé, tôt ou tard. C'est aussi l'avis de Ayman Sharwaneh lui-même qui a déclaré que son éloignement vers Gaza est un crime, mais qu'il devait l'accepter.Quelques heures après sa libération, l'occupation a arrêté son frère Jihad, dans la ville occupée d'al-Khalil, par pure vengeance et dépit d'avoir été obligée de libérer Ayman.

Samer Issawi poursuit la grève de la faim, approchant des 240 jours. Il a une nouvelle fois refusé d'être éloigné vers Gaza, et a écrit une longue lettre où il explique son refus : « Tout en reconnaissant que la bande de Gaza fait partie de la patrie et que ses habitants sont mon peuple, j'affirme que j'irai à Gaza quand bon me semble, car c'est une partie de mon pays, et que j'ai le droit de circuler dans mon pays comme je l'entends, mais je refuse d'y être éloigné (de force) car ceci rappelle l'expulsion forcée des Palestiniens en 1948 et 1967. Aujourd'hui, nous luttons pour la libération de la terre et le retour des réfugiés et déportés… la manière méthodique par laquelle Israël déporte les Palestiniens de leur terre pour mettre à leur place des mercenaires est un crime en soi. Je refuse la déportation, quel que soit le lieu. L'occupant vise à vider la ville d'al-Quds de sa population, la déportation est devenue un principe pour lui. Tout prisonnier ou autre palestinien qui subit des pressions est déporté pour vider la ville d'al-Quds de sa population.Je préfère la mort à l'éloignement de la ville d'al-Quds, elle est mon âme et ma vie. Si j'en suis arraché, c'est mon âme qu'on arrache, il n'y a pas de vie après al-Quds et al-Aqsa. Loin d'al-Quds, aucune terre n'est assez grande pour me convenir. Je retournerai uniquement dans al-Quds et nulle part ailleurs… Il ne s'agit pas d'une question personnelle, mais d'une question nationale, d'une conviction et du principe auquel est attaché tout Palestinien qui aime sa patrie… »

Deux martyrs sont tombés, en défense de la dignité des prisonniers et des Palestiniens : Mahmoud El-Titi, étudiant, ancien prisonnier libéré, fondateur du « mouvement des Palestiniens pour la dignité » en Cisjordanie. Du camp de réfugiés d'al-Fawwar, près de la ville d'al-Khalil, étudiant en sciences des médias, il avait mis son savoir au service des prisonniers. Le mardi 12 mars, les soldats de l'occupation ont tiré : Mahmoud El-Titi est tombé. Quelques jours auparavant, les forces sécuritaires de l'AP de Ramallah l'avaient convoqué. Il avait été leur prisonnier il y a plusieurs années, avant d'être détenu dans les prisons de l'occupation.

Le second martyr, Muayyed Ghazawneh, 35 ans, du bourg al-Ram, à l'entrée de la ville d'al-Quds, qui fut atteint d'une complication cardiaque suite aux tirs de l'armée sioniste contre les manifestants, devant la prison de Ofer. Il est décédé le vendredi 15 mars. De violentes manifestations ont eu lieu lors de ses funérailles à al-Quds, les jeunes ayant décidé de lancer des pierres sur les soldats au barrage de Qalandia.

Le résistant Younes al-Hroub, qui mène la grève de la faim depuis plus de 25 jours, réclamant sa libération et l'abolition de la détention administrative, a été emmené à l'hôpital Soroka, à cause de la détérioration de son état de santé.

Les trois prisonniers appartenant au mouvement du Jihad islamique et qui refusent leur détention « administrative », Zakariya El-Hih, Mohammad Najjar et Ibrahim Ibrahim , ont affirmé à l'avocat du Club des Prisonniers que les autorités carcérales exercent d'énormes pressions sur eux pour les empêcher de poursuivre, et qu'elles les ont menacés de les alimenter par la force. Zakaria al-Hih est passé de l'état de détenu « administratif » à prisonnier condamné, les autorités de l'occupation ayant inventé un motif pour le détenir. Des nouvelles non encore vérifiées font état de l'arrêt de la grève de la faim de Mohammad Najjar et Ibrahim Ibrahim.

L'occupation a refusé l'appel concernant la détention administrative du député maqdisi Ahmad Attoun, pour 6 mois. Le jugement a été confirmé. Le député Ahmad Attoun a d'abord été enlevé du siège du CICR dans al-Quds, où il protestait contre les menaces d'expulsion à l'encontre de la direction politique maqdisie. Expulsé vers Ramallah, il a été arrêté et condamné à 6 mois de détention « administrative ».

Vendredi 15 mars, plusieurs manifestations ont été organisées à al-Khalil, en soutien aux prisonniers en lutte, Ahmad Najjar et Zakaria Hih. Elles furent durement réprimées par les forces de l'occupation. Thaer Halahla, prisonnier libérée qui a mené la grève de la faim, a critiqué les forces sécuritaires de l'AP qui empêchent toute riposte aux attaques des sionistes et qui poursuivent les résistants.

L'occupant tiendra-t-il parole dans les cas de Tareq Kaadan et Jaafar Izzidine, qui ont mené la grève de la faim puis arrêté, suite à la promesse du juge de l'occupation que leur détention « administrative » ne serait pas renouvelée, après le 22 mai ? Bien que l'avocat avait réclamé que la date soit revue afin de réduire la durée de la détention, le juge avait fixé le terme de trois mois, non renouvelable. Mais aucune séance du tribunal n'a encore confirmé cette promesse, laissant les deux résistants détenus dans une situation imprécise. Deux fois de suite, le tribunal a reporté ses séances.

2 – Statistiques

Suite au martyre de Arafat Jaradat le 23 février, les autorités de l'occupation ont arrêté 310 Palestiniens en Cisjordanie occupée, al-Quds y compris. Dans la seule ville d'al-Khalil, l'occupation a arrêté 95 Palestiniens, de tous âges, par crainte du déclenchement d'une révolte généralisée contre l'occupation. Dans la ville d'al-Quds, 82 personnes ont été arrêtées. Par ailleurs, 70 enfants ont été arrêtés, certains âgés à peine de 9 ans. Ils ont été soit relâchés après le paiement d'une amende, soit mis en détention à domicile.

Le résistant maqdisi Mahmoud Nofal Mohammad Daajneh (65 ans) entame sa 21ème année de prison. Il est prisonnier depuis le 16 mars 1993, et a été condamné à la perpétuité plus dix ans. Marié, père de dix enfants, et grand-père de 50 petit-fils. Il est le plus âgé des prisonniers maqdisis.

14 prisonniers palestiniens sont atteints de cancer. Ils ne suivent aucun traitement approprié. Les organismes de défense des prisonniers interpellent les associations humanitaires dans le monde de soulever la question des prisonniers malades dans les geôles sionistes. Parmi les cas les plus graves, celui de Maysara Abu Hamdiyé, qui risque la mort à tout instant, et celui du résistant Mu'tassam Radad, 27 ans. Les autorités carcérales et les médecins sionistes utilisent Maysara Abu Hamdiyé pour leurs expériences médicales. Deux fois de suite, des médicaments non conformes lui ont été administrés. Ce n'est pas la première fois que des informations circulent sur l'utilisation des prisonniers comme cobayes pour les industries pharmaceutiques de l'Etat colonial.

3 – Arrestations et condamnations

L'occupation a lancé une campagne d'arrestation des cadres politiques de plusieurs mouvements (Fateh, Jihad islamique, Hamas) et des journalistes, par crainte de l'extension de la révolte du peuple palestinien en Cisjordanie, y compris al-Quds. Plusieurs prisonniers libérés ont également été arrêté, dont Issa Awad, Mohammad Harb, Mahmoud Hamdi Shabaneh (Hamas).Nawal Saadi, du camp de Jénine, dont le mari Bassam Saadi a été libéré il y a plus d'un mois, est toujours en arrestation, l'occupant reportant sans cesse la séance du tribunal qui devrait confirmer ou annuler sa détention.

4 – Portrait d'un détenu « administratif »

Le prisonnier libéré Mazen Jamal Natché (41 ans) est de la ville d'al-Khalil. Il vient d'être libéré après 127 mois de détention « administrative (soit plus de dix ans), et dont il fut le doyen. Il a été interviewé par le centre Ahrar. Il dit avoir été arrêté pour la première fois en 1991 alors qu'il était encore lycéen. Il fut prisonnier pour un mois. Ensuite, il fut arrêté le 18 octobre 1994, et condamné à 8 mois de prison. En 1997, il fut arrêté et mis en détention « administrative » pour 9 mois. Et depuis 2004, il n'est pas resté hors de prison plus d'une année entière.

Le 29 mars 2004, après le martyre de sheikh Ahmad Yassine, il fut à nouveau arrêté pour 9 mois, puis en 2005, pour 44 mois, sans qu'aucune charge contre lui n'ait été prononcée, mais seulement un rapport secret des services de renseignements qui le juge « dangereux ». Puis la dernière arrestation fut le 10/7/2009, où il fut détenu pendant 41 mois, toujours sans charge. Il a été transféré dans la plupart des prisons sionistes. Il considère que toutes ces années de détention ont brisé son parcours de vie, sans qu'il y ait une raison valable à cela. Il fut éloigné de sa famille et de ses enfants, et il n'a pas pu poursuivre ses études.

La dernière fois où il a été arrêté, il rédigeait un mémoire de maîtrise à l'université Abu-Dis d'al-Quds, et son arrestation a mis fin à l'obtention de son diplôme. De plus, sa vie familiale a été très perturbée, puisqu'il n'a pas été aux côtés de ses trois enfants pendant toutes ces années.

A cause de la torture subie et des mauvais traitements infligés par les autorités carcérales, il souffre à présent de plusieurs maladies, et il est obligé de prendre divers remèdes et suivre des traitements constants. Il dit que le transfert d'une prison à l'autre au moyen de ce que les prisonniers appelent « bosta » est une des choses les plus pénibles que les prisonniers subissent, car il s'agit d'une « machine de torture » qui étouffe les prisonniers lors des transferts, et notamment les prisonniers « administratifs » qui sont en transfert constant.

5 – Solidarité

Plusieurs manifestations et rassemblement se déroulent quotidiennement en Palestine occupée et dans le monde, pour soutenir la lutte des prisonniers palestiniens. Cependant, dans les pays arabes, le soutien reste épisodique.

Les prisonniers ont déclenché le 19 mars une grève de la faim pour réclamer la fin de l'isolement de Darrar al-Sissi. Les autorités carcérales ont riposté en menaçant de supprimer les visites familiales à cause de ce mouvement. Elles ont déjà supprimé les visites familiales pendant trois semaines, à cause des « fêtes juives ».Le député palestinien Mohammad Baraké, qui siège à la Knesset sioniste, a évoqué l'arrestation, puis la grève de la faim de Samer Issawi, devant la Knesset, appelant à sa libération immédiate. Il a dénoncé les motifs fallacieux de son arrestation et s'est adressé au « brin de conscience » des députés pour le faire libérer.

Des dizaines de Palestiniens ont manifesté devant le consulat américain dans al-Quds réclamant la libération de Samer Issawi, le 19 mars. C'est tous les jours que les maqdisis se mobilisent, en présence de Shirine Issawi, qui a déclaré que les Palestiniens se mobilisent pour la libération de tous les prisonniers, et notamment de ceux qui luttent en menant la grève de la faim.

L'ambassadeur palestinien auprès des Nations-Unies, Riad Mansour, a réclamé l'intérêt de cet organisme international pour la question des prisonniers palestiniens détenus dans les prisons sionistes et notamment pour le résistant Samer Issawi, en grève de la faim depuis plus de 230 jours.

L'Union européenne a décidé d'envoyer une « commission d'enquête » sur le martyre du prisonnier Arafat Jaradat dans les prisons de l'occupation. Issa Qaraqe' ministre palestinien pour les affaires des prisonniers et libérés, a salué ce geste, disant qu'il s'agit d'une « victoire de la justice humaine et des droits de l'homme ». Ce ministre a dû sans doute oublier le sort des précédentes commissions d'enquête à propos du massacre de Jénine, ou de la guerre criminelle contre Gaza en 2008-2009.

L'Autorité Palestinienne de Ramallah a arrêté le journaliste Tareq Sarkaji, à Nablus, le 11 mars. Depuis son retour de Jordanie en novembre 2012, les services sécuritaires de l'AP l'ont maintes fois convoqué avant son arrestation. Elle poursuit l'arrestation des prisonniers libérés, par ordre et en collaboration avec l'occupation, craignant elle aussi l'extension du mouvement de révolte dans les territoires occupés.